



Comment lâ??Ã©tranglement de la Cisjordanie par IsraÃ©l fait sâ??effondrer le systÃ¨me Ã©ducatif palestinien

Description

Lâ??occupation israÃ©lienne provoque un effondrement Ã©conomique en Cisjordanie, contraignant les Ã©coles publiques Ã nâ??ouvrir que trois jours par semaine. EnseignantÂ·es et parents tÃ©moignent quâ??une gÃ©nÃ©ration entiÃ¨re se voit privÃ©e du droit Ã lâ??Ã©ducation.

Par Jessica Buxbaum, le 24 mars 2026



Le gel des fonds publics destinés à l'autorité palestinienne par Israël a contraint les écoles publiques à fonctionner seulement trois jours par semaine, affectant ainsi toute une génération de Palestiniens. (PHOTO : GHASSAN BANNOURA)

Au cours des trois dernières semaines, la majorité des Israéliens n'ont pas pu assister aux cours en raison de la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran. Pourtant, pour les Palestiniens de Cisjordanie occupée, cette situation dure depuis deux ans.

Sous la pression financière, l'Autorité palestinienne (AP), l'organe dirigeant de la Cisjordanie, ne verse plus que 60 % du salaire des enseignants des écoles publiques depuis octobre 2023 ce qui a conduit les établissements à ne fonctionner que trois jours par semaine.

« Certains élèves ont quitté l'école parce qu'ils s'ennuyaient à y aller que trois jours par semaine, alors ils ont tout simplement décroché », témoigne Aisha al-Khatib, directrice d'une école à Naplouse. « Certains travaillent, vendent des choses dans la rue. »

Si les classes de la 1^{re} à la 10^e année sont obligatoires en vertu de la législation de l'AP, l'enseignement secondaire ne l'est pas. Combiné à un âge minimum légal de travail fixé à 15 ans, cette disposition fait du travail des enfants une alternative souvent jugée préférable lorsque l'accès à l'éducation est fortement entravé.

Or l'AP dispose d'un contrôle limitatif sur l'application de ses propres lois relatives au travail des enfants en Cisjordanie, puisqu'elle n'exerce une autorité administrative que sur moins de 40 % du territoire les zones A et B définies par les accords d'Oslo de 1993. Les 60 % restants constituent la zone C, placée sous contrôle militaire direct d'Israël.

Depuis 2019, Israël retient près de 8 milliards de shekels (environ 2,3 milliards de dollars) de recettes fiscales dues à l'AP au titre des indemnités versées aux familles de prisonniers palestiniens et aux Palestiniens tués par les forces israéliennes. En vertu des accords d'Oslo, le ministre israélien des Finances perçoit ces recettes pour le compte de l'AP et les lui transfère chaque mois. Privée de ces « fonds de compensation », l'AP a été contrainte de réduire ses budgets dans le secteur public, dont celui de l'éducation. Les actions d'Israël contre le système financier palestinien ne paralysent pas seulement l'économie : elles se diffusent dans chaque aspect de la vie palestinienne.

« Parce que le gouvernement traverse une crise financière, et que le peuple palestinien, les élèves, vivent sous occupation et sous un régime d'apartheid, tout est visé », confie Sayel Jabareen, un père de famille palestinien de Ramallah, à *Mondoweiss*. « Le ministre israélien des Finances [Bezalel Smotrich] sait que le non-versement de la taxe de compensation entraînera le blocage du travail des ingénieurs, de la police, des enseignants et le gel de toute vie sociale. »

Selon l'organisation humanitaire World Vision, 9 % des élèves ont abandonné leur scolarité au cours des deux dernières années. Les données du Bureau central palestinien des statistiques indiquent que la majorité des élèves de Cisjordanie fréquentent l'école publique, soit 78 %, tandis que près de 16 % sont inscrits dans le privé et environ 6 % dans des établissements gérés par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA). Celles et ceux qui poursuivent leur scolarité passent néanmoins la moitié de leur semaine scolaire à dormir chez eux ou à scroller sur leur téléphone. Lorsqu'ils et elles se rendent en classe, la réduction du temps scolaire les prive de la moitié du programme obligatoire.

« La solution des trois jours est une mauvaise solution, parce qu'elle ne couvre même pas le minimum d'enseignement que les élèves doivent recevoir », déclare Tamara Shtayeh, enseignante à Naplouse, à *Mondoweiss*.

Les enseignants se concentrent désormais principalement sur les matières fondamentales à savoir mathématiques, arabe et anglais au détriment des sciences et de l'histoire.

« Cela crée un fossé énorme entre les élèves qui avaient six jours de cours par semaine et ceux et celles qui n'en ont que trois », souligne Shtayeh. « Un gouffre est creusé entre ces deux générations. »

La réduction des salaires n'est pas le seul facteur perturbant l'éducation en Cisjordanie. L'intensification des violences des colons israéliens et la multiplication des checkpoints militaires à travers le territoire occupé rendent de plus en plus difficile l'accès des élèves et des enseignants à leurs établissements.

« Certains enseignants passent des checkpoints quotidiennement », indique al-Khatib, la directrice nablousienne.

Elle précise que certains jours, un checkpoint est fermé, entraînant des absences. « Ils rentrent chez eux sans avoir pu aller travailler. »

Selon les Nations unies, près de 900 checkpoints militaires ont été établis en Cisjordanie depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023.

Les checkpoints ne sont qu'un obstacle parmi d'autres sur le chemin de l'école ; les violences des colons en constituent un autre.

« Tous les villages autour de Naplouse font l'objet d'attaques constantes de la part des colons », déclare Ghassan Daghlas, gouverneur de Naplouse.

Des colons israéliens s'en prennent régulièrement aux écoliers sur le chemin de l'école. En janvier 2026, des colons ont mis le feu à une salle de classe dans le village de Jalud, près de Naplouse, et vandalisé des locaux scolaires.

Les fréquentes incursions militaires israéliennes affectent également les capacités d'apprentissage des élèves.

« La plupart des invasions [de l'armée] qui ciblent des habitations dans le district de Naplouse visent des écoliers. Ils emmènent l'enfant avec l'un de ses parents, les soumettent à un interrogatoire pendant quelques heures », rapporte Daghlas. « Quel état d'esprit les élèves auront-ils après cet interrogatoire sur le terrain ? »

« Un effondrement de tout le processus éducatif »

Les Palestiniens comptent parmi les populations réfugiées les plus instruites au monde, avec un taux d'alphabétisation de 98 %. Mais les interruptions répétées de leur scolarité menacent cette réalité.

« Nous faisons face au problème des élèves qui ont terminé le secondaire et sont prêts à entrer à l'université, mais qui sont illettrés. Ils ne savent même pas écrire. C'est parce qu'ils n'ont pas eu suffisamment de temps pour recevoir suffisamment d'enseignement », déclare al-Khatib.

« Cela affecte leurs résultats scolaires, leurs ambitions, et même leurs rêves. Quand on demandait aux élèves : « Que voulez-vous faire plus tard ? », ils répondaient : « Médecin ou ingénieur. » Maintenant, quand on leur pose la question, ils ne disent rien, ou parfois : « Je veux être commerçant. » Il n'y a plus d'avenir à l'horizon. »

Sans socle académique solide, toute une génération de Palestiniens grandit dans un désenchantement croissant, avec de moins en moins de perspectives.

« Toute la situation est vraiment un effondrement de tout le processus éducatif », constate al-Khatib. « Nous sommes en train de détruire toute une génération d'élèves dans leur façon d'envisager ce qu'ils et elles veulent faire. Ils sont devenus perdus. »

Privées de la routine habituelle que constituent l'école et le travail, le tissu des familles palestiniennes se dilate. Zaid Hasseneh, 10 ans, dit essayer d'étudier pendant ses jours sans école, mais revoir les cours à la maison lui est difficile. Sa mère, Eman Hasseneh, tente de l'aider, mais elle fait désormais vivre seule la famille depuis que son mari a perdu son emploi de mécanicien en Israël à l'été 2023. Entre le travail et les tâches domestiques, elle a à peine le temps de s'occuper de son fils.

« Cela affecte toute la famille », dit Eman. « J'essaie de gérer la maison du mieux possible, mais parfois je n'ai pas la possibilité de suivre ses visions chaque jour. »

Si les écoles publiques ne fonctionnent qu'à moitié, les établissements privés restent pleinement opérationnels. Mais pour la plupart des familles palestiniennes, cette alternative n'est pas envisageable. Shtayeh indique que certains parents ont bien transféré leurs enfants dans le privé, mais ils sont rares. « Ils n'ont pas le budget pour se permettre d'envoyer leurs enfants », explique-t-elle.

Pour Eman, il est impossible d'inscrire Zaid dans une école privée avec un revenu mensuel de 2 000 shekels (645 dollars).

L'interdiction israélienne des permis de travail et la rétention persistante des recettes fiscales ont précipité la Cisjordanie dans un effondrement économique. Le chômage y a bondi à plus de 28 % en 2025, contre un peu moins de 13 % avant la guerre en Israël contre Gaza.

L'approfondissement de la pauvreté explique en partie pourquoi les élèves ne vont plus en classe.

« Les parents n'ont pas assez de travail, et ils n'ont pas assez d'argent », constate al-Khatib. « Alors les enfants n'ont plus envie d'aller à l'école, parce qu'ils peuvent aller dans la rue pour travailler, gagner de l'argent et aider leur famille à payer les dépenses du quotidien. »

C'est pour cette raison que Talal Adabiq, 15 ans, a décroché. Il gagne entre 40 et 50 shekels (13 à 16 dollars) par jour en vendant des sucreries dans la vieille ville de Naplouse pour subvenir aux besoins de sa famille.

« Je n'aime pas vraiment l'école, et je préfère travailler », dit-il.

Ce désenchantement vis-à-vis de l'éducation, selon al-Khatib, est le reflet des problèmes économiques plus larges que traverse la Cisjordanie.

« Cela a vraiment affecté leur motivation à aller à l'école », dit-elle. « La situation économique des familles palestiniennes les a touchés. Beaucoup d'enfants ont décroché pour entrer sur le marché du travail. »

Mais des éducatrices et éducateurs comme al-Khatib préviennent que l'abandon scolaire aura des conséquences durables pour ces enfants, et pour la société dans son ensemble.

« Ils ont du temps libre et ne savent pas quoi en faire », dit al-Khatib. « Pas seulement rester à la maison peut-être traîner dans la rue! peut-être penser à devenir violent parce qu'ils veulent faire quelque chose. Ils ne vivent pas dans des conditions normales. Cela revient à détruire la nation. »

Traduction pour l'Agence Média Palestine : L.D

source : [Mondoweiss](#)

date créée
2026/03/25